Parti Socialiste
Congrès national de Nantes
17, 18 et 19 juin 1977

Sommaire

Roger Fajardie 1
Le président (Alain Chénard) 1
Jean-Claude Routier-Leroy 3
Roger Fajardie 4
Pierre Mauroy 5
Michel Charzat 15
Raymond Guilhem (Nord) 18
Jean Rous 20
Jules Faigt 22
Georges Sutra 26
Guillemin-Frémont 27

Séance du vendredi 17 juin 1977 (matinée)

Roger Fajardie

Le Secrétariat national vous propose, pour présider la séance de ce matin : notre camarade Alain Chénard, Conseiller général et nouveau maire de Nantes... (applaudissements)... assisté de Jean-Claude Routier-Leroy, Premier secrétaire de la fédération de la Loire-Atlantique et, en hommage à nos camarades qui viennent de conquérir de nombreuses mairies en France, nos camarades Françoise Gaspard, nouveau maire de Dreux… (applaudissements)… Jacques Badet, nouveau maire de Saint-Chamond... (applaudissements)... Michel Castel, nouveau maire d'Albi... (applaudissements)... Jean Monnier, nouveau maire d'Angers… (applaudissements)... Jacques Auxiette, nouveau maire de La Roche-sur-Yon… (applaudissements).

Puisque vos applaudissements manifestent, j'imagine, votre accord, j'invite ces camarades à venir prendre place à la tribune.

(La séance est ouverte sous la présidence de Alain Chénard, maire de Nantes)

Le président (Alain Chénard)

Mes chers camarades, c'est avec une joie immense qu'au nom de la ville de Nantes je vous adresse mon message de bienvenue.

Imaginez un instant ce que peut représenter, pour un militant Socialiste que je suis, la réception du Congrès national du Parti en qualité de maire.

Quel militant n'a rêvé un jour de recevoir son parti en Congrès national ? Quel militant Socialiste n'a rêvé un jour de prendre la responsabilité pleine et entière de la gestion de la 6ème ville de France, la plus grande conquise par la Gauche aux dernières élections municipales ? (applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Vous voilà les acteurs, les témoins d'un rêve devenant réalité, grâce à l'idéal Socialiste que nous portons tous au plus profond de nous-mêmes.
Mais, vous n'ignorez pas que la concrétisation de ces deux rêves à la fois, la même année, est le résultat d'efforts constants entrepris par tous les camarades Socialistes nantais.
L'ampleur des luttes que nous avons menées pour obtenir la confiance de la majorité des Nantais est à la mesure de la tâche que nous entendons mener à bien. Elle est immense.
Le choix de notre ville pour la tenue de ce Congrès est ressenti ici comme un symbole. Nantes, citadelle ouvrière de l'Ouest-Atlantique, ne doit plus pouvoir être un bastion de la Droite ! C'est en développant la démocratie locale dans tous les domaines, c'est en développant la consultation des associations, c'est en développant la participation des particuliers que nous rendrons véritablement Nantes aux Nantais et que le Socialisme triomphera.
Les décisions engageant l'avenir de la Cité ont toujours été le fait d'une poignée de notables. Nous entendons, nous, Socialistes, changer les rapports entre la ville et les administrés.
C'est pourquoi nous ferons de la mairie de Nantes une maison ouverte à tous, car c'est la maison du peuple !
Pendant ces quelques jours où vous serez Nantais, le travail ne manquera pas. Je souhaite que ce Congrès de Nantes serve de référence dans la longue marche vers le Socialisme ; par-delà les différentes sensibilités et même grâce à elles le Parti tout entier sort grandi.
Certes, la Droite veille. Elle espère tirer profit de nos débats démocratiques et utiliser nos éventuelles divergences d'analyse.
Je sais qu'aujourd'hui il convient de dépasser tout cela. Le Parti Socialiste tout entier est porteur, à lui seul, de tout l'espoir d'un peuple. Il dépend de vous, et de vous seuls, que cet espoir ne soit pas déçu.
Quant à la Droite, laissons-la cultiver ses illusions au jardin des hypothèses ! Cette droite qui, de l'UNR à l'UDR, de l'UDR au RPR, des Républicains Indépendants aux Républicains de l'indépendance perdue, cette droite dont le flacon change d'étiquette à chaque consultation électorale, mais qui contient toujours le même vinaigre, cette droite aujourd'hui sur la défensive n'en reste pas moins dangereuse.
C'est à vous, et à vous seuls, que la France demande dès aujourd'hui des réponses claires aux multiples problèmes posés par l'héritage de vingt années de laxisme dans la gestion.
En France, demain, comme en Espagne, hier - et je salue le remarquable triomphe de nos camarades du PSOE... (vifs applaudissements)...- ils portent les espoirs de tous les Socialistes d'Europe.
Les militants Socialistes de Loire-Atlantique ont tout mis en oeuvre pour que soit réussi ce Congrès, pour que soient réunies les meilleures conditions de travail. Je souhaite à chacun de trouver un accueil digne de la tradition nantaise d'hospitalité.
Merci d'être venus. Je laisse la parole à Jean-Claude Routier-Leroy, Secrétaire

Fondation Jean Jaurès

fédéral, mon ami.
(Applaudissements)

Jean-Claude Routier-Leroy

Camarades, il y a près de quarante années les Socialistes de France s'étaient déjà donnés rendez-vous à Nantes.
Aujourd'hui, au nom de la fédération de Loire-Atlantique, au nom de tous mes camarades, je suis heureux et fier d'accueillir ici le Congrès national de notre Parti.
Notre fédération a connu, vous le savez, parfois des difficultés. Heureusement, les succès n'en ont pas toujours été absents. Nos effectifs ont augmenté, comme les vôtres, au cours de ces dernières années et nous avons voulu assurer une meilleure implantation, un meilleur travail de notre Parti là où se mènent véritablement les luttes, c'est-à-dire dans les entreprises et dans les quartiers.
Notre fédération atteint aujourd'hui environ 2000 adhérents et nous entendons poursuivre notre effort, accélérer le rythme de notre croissance et faire en sorte que nos 53 sections actuelles soient, dans un avenir proche, dépassées.
Sur le plan électoral, les difficultés auxquelles je faisais allusion ont été abordées dès les élections cantonales de 1976, élections au cours desquelles non seulement un député UDR a été battu, mais surtout, pour nous, l'ensemble des sièges détenus par des délégués du Parti aux élections précédentes ont été repris par les camarades.
Et puis surtout, il y a eu les élections municipales de cette année, à Nantes certes - dont mon ami Alain Chénard vient de parler - mais nous avons pu constater également le maintien de notre implantation traditionnelle à Rezé, à Saint-Nazaire, où François Mitterrand fêtait avec nous, il y a un an, le 50ème anniversaire d'une mairie Socialiste, à Bouguenais, à côté de Rezé, et notre progression dans les nouvelles communes, dans la périphérie nantaise Orvault et Saint-Herblain, et puis tout le long de la Loire, allant jusqu'à Paimboeuf, où nous avons tenu la semaine dernière notre dernier Congrès fédéral.
Au niveau de l'action, notre Parti a voulu être présent partout où les travailleurs se battaient, partout où se mènent des luttes pour l'emploi, puisque notre département connaît près de 25 000 chômeurs, dont près de 11 000 jeunes à la recherche d'un premier travail.
C'est la raison pour laquelle notre implantation, déjà effective à la SNIAS, dans les Chantiers, doit encore s'améliorer.
Elle doit s'améliorer également dans un monde nouveau pour l'action Socialiste de ce département, le monde rural et le monde agricole, où une Commission fédérale, en liaison avec la Commission nationale agricole, a recueilli au cours des deux dernières années les fruits d'un travail constant et inlassable.
Nous luttons également dans ce département pour le service public, d'abord pour l'enseignement, mais également pour faire qu'un certain nombre d'équipements publics soient véritablement affectés à l'usage du public et ne soient pas monopolisés par un certain nombre de groupes et de sociétés ; les camarades de la Loire-Atlantique vous ont fait remettre ou vous remettront ce

qu'ils pensent, en particulier, de la gestion de la société d'économie mixte du pont de Saint-Nazaire.
Héritière d'un long passé - il y a près d'un siècle, à Nantes, s'organisaient les premiers mouvements Socialistes dans notre région - notre fédération a été et continuera d'être l'un des instruments essentiels de la progression des forces de gauche, condition de la victoire de l'ensemble de la Gauche et de la victoire de notre Parti.
Nos perspectives d'avenir sont les vôtres. Nous entendons continuer à développer et à accroître l'audience, l'influence de notre Parti, le nombre de ses militants, sa capacité d'intervention et de travail. Nous savons que les organismes de nos sections, nos organismes fédéraux, seront renouvelés après ce Congrès, et nous savons que d'ores et déjà ils le seront largement, faisant place à de nouveaux camarades qui se sont aguerris au cours des luttes de ces derniers mois et de ces dernières années.
Nous entendons améliorer en particulier la vie des nouvelles sections, autour de la fédération, participer à une meilleure implantation dans le monde rural et développer les groupes Socialistes d'entreprise et l'action au niveau des quartiers.
Pour les prochaines échéances municipales, soyez certains que les camarades militants de notre département feront le nécessaire pour que la Loire-Atlantique apporte son tribut à la victoire commune ; elle apportera, j'en suis sûr, le maximum de participation des parlementaires.
Chers camarades, la tenue de notre Congrès national à Nantes est, pour tous les militants de Loire-Atlantique une grande joie. Nous vous souhaitons à tous un travail fécond dans notre intérêt commun, dans celui de notre Parti et du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean-Claude Routier-Leroy.
J'ai une petite communication pratique à vous faire à propos des repas.
(Le président fait une proposition concernant les repas)
Nous avons à désigner la Commission de vérifications des mandats. Je donne la parole à Roger Fajardie auparavant.

Roger Fajardie

Camarades, le Bureau exécutif du Parti vous propose l'ordre du jour suivant :
Ce matin, désignation de la Commission de vérifications des mandats et de la Commission chargée d'instruire les demandes de réintégration.
Puis, présentation du rapport général d'activités par Pierre Mauroy. Ensuite, discussion de ce rapport.
Cet après-midi, à 15 H, éventuellement suite du débat sur le rapport général d'activités et, aussitôt après, vote indicatif et désignation de la Commission des résolutions.
Si nous tenons bien ce programme, nous pourrions, à 16 H, tenir une réunion de chacun des courants, comme nous l'indique la règle de la proportionnelle qui

figure dans nos statuts.
Puis, à 17 H, première réunion de la Commission des résolutions.
Tandis que se réunira la Commission des résolutions, un certain nombre de carrefours pourraient se tenir, rencontres des élus, réunions autour des camarades s'occupant des problèmes des territoires et départements d'Outremer, réunions relatives au problème de l'implantation des centrales nucléaires et tout autre carrefour qui pourrait être souhaité .
En soirée, on vous l'a dit, programme culturel qui nous rassemblera tous.
Demain matin à 9 H - et j'insiste, à 9 H précises - séance plénière, avec les premiers rapports de la Commission des résolutions, c'est-à-dire un certain nombre de textes divers et en particulier tout ce qui concerne les modifications aux statuts qui vous ont été soumises.
Débat, naturellement, et vote éventuel. Il faudrait en avoir terminé sur ce point à 11 H pour pouvoir commencer le débat de politique générale qui durera ensuite tout l'après-midi, la séance reprenant à 15 H.
18 H, accueil des délégations étrangères, de celle de l'Internationale Socialiste et de celle des pays du tiers-monde.
En soirée, à 21 H, la Commission des résolutions se réunira de nouveau et, le cas échéant pourrait s'achever le débat de politique générale.
Enfin, dimanche matin à 9 H 30, séance plénière : rapport de la Commission des résolutions, vote et élections des organismes centraux.
Tel est le projet d'ordre du jour qui vous est présenté par le Bureau exécutif.

Le président - Merci, Roger.
Pas d'observations ?
Cet ordre du jour prévoit que, ce matin, nous avons à désigner la Commission de vérification des mandats. Vous sont proposés pour cette Commission : (Lecture de la composition de la Commission). Réunion à 12 H 30, salle n° 3.
Pour la Commission chargée d'examiner les demandes de réintégration, vous sont proposés :
(Lecture de la composition de la Commission)
Réunion immédiate.
Pas d'observations ?
Je considère cette désignation comme adoptée.
L'ordre du jour appelle maintenant le rapport général d'activités. Présentation de Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes Chers camarades, le Congrès de Nantes nous projette dans l'avenir, les Français ont montré à deux reprises aux élections cantonales de 1976 et aux élections municipales de 1977 leur aspiration au changement.
L'union de la Gauche a cessé d'être une recherche pour devenir un espoir. L'enjeu essentiel du Congrès de Nantes est de nous préparer à une échéance historique : celle du pouvoir.
Nous sommes ici rassemblés pour trois jours autour de deux thèmes qui seront

Fondation Jean-Jaurès

essentiels : celui de notre unité qui n'est d'ailleurs pas en cause, mais je suis persuadé que tous les délégués qui sont là le sont pour montrer à tous combien le Parti Socialiste est cohérent, combien il est uni et combien il tient à sa cohésion ! (Applaudissements)

Nous sommes là également pour montrer combien notre organisation est responsable, responsable du Socialisme dans ce pays, responsable de notre Parti, mais responsable aussi avec les autres formations de la Gauche, et si les Français le souhaitent, de la France et des Français.

(Applaudissements)

Je veux, au nom du Secrétariat national et du Bureau saluer et remercier notre camarade Alain Chénard, maire de Nantes, et tous ceux qui, à Nantes, ont préparé ce Congrès et ont permis de nous accueillir dans de bonnes conditions.

(Applaudissements).

Alain Chénard est le symbole des élus nouveaux. Il est le symbole des nouvelles provinces, des nouveaux terroirs gagnés au Socialisme, et, la présence à la tribune d'élus nouveaux montre bien les gains qui ont été les nôtres il y a quelques semaines, quelques mois.

Je veux saluer aussi le Premier secrétaire de cette fédération : Jean-Claude Routier. C'est une fédération qui a connu des difficultés, c'est une fédération où tout n'a pas été tout seul, au lendemain d'Epinay, mais c'est une fédération qui a su surmonter sa diversité et qui est maintenant une grande et belle fédération Socialiste. Je la salue.

(Applaudissements)

Je salue en votre nom les 100 délégués des partis membres de l'Internationale Socialiste, ceux qui sont ici des observateurs, ceux qui sont ici des invités. Leur présence est le symbole des luttes à travers le monde de tous les travailleurs. Il y aura une séance spéciale pour les honorer et les saluer demain après-midi mais je tenais à leur souhaiter la bienvenue à Nantes, la bienvenue dans notre Congrès Socialiste.

(Applaudissements).

Permettez-moi de saluer particulièrement la délégation espagnole qui sera sans doute rejointe, demain, par son Premier secrétaire, Felipe Gonzales.

(Applaudissements)

Permettez-moi de saluer une Espagne qui, après plus de quarante ans de dictature, s'ouvre à la démocratie, et permettez-moi de saluer, à travers cette délégation, la première formation politique d'Espagne : le Parti Socialiste.

(Applaudissements)

Au nom du Bureau et en votre nom, je veux maintenant dire le plaisir que nous font les délégations françaises de se trouver ici dans notre Congrès, et, au premier rang, les représentants des formations de la Gauche, avec qui nous avons pris des engagements, avec qui nous sommes liés par le programme commun, avec qui nous animons nos luttes et avec qui, demain, si les Français le veulent, nous gouvernerons ce pays. Je veux saluer nos camarades Communistes.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Je veux saluer la délégation conduite par Charles Fiterman, Claude Poperen et Armand Guillemot.
(Applaudissements)
Je veux saluer en votre nom nos camarades Radicaux de Gauche : François Loncle, Pierre Braque, Michel Crépeau et Roger-Gérard Schwartzenberg.
(Applaudissements)
Je salue les représentants du PSU : François Desmoulins et Jean-Claude Gillet.
(Applaudissements)
Je salue les représentants de la fédération des Républicains de Progrès, ici présents : nos amis Dabezies, Brun et Le Béguec.
De même, je salue les représentants d'Initiative Républicaine et Socialiste : Léo Hamon, Pierre Roudier et Bernard Guillini.
Je veux dire à ceux qui, ici, associent à ce Congrès, par leur présence, les luttes syndicales, les luttes des travailleurs, le plaisir et l'honneur qu'ils nous font.
Je salue les représentants de la C.F.D.T. : Jacques Moreau et Pierre Autexier.
Je salue également les représentants de la C.G.T., Livio Mascarello, Michel Lorzola et Roger Rousselot.
(Applaudissements)
En votre nom je remercie ceux de l'Union des Gaullistes de Progrès qui sont ici, l'amiral Sanguinetti, Dominique Gallet, le professeur Tuc, (Applaudissements), qui partagent notre combat.
J'adresse un cordial salut au Mouvement des Démocrates représenté par Michel Castet, Eloi Février et le recteur Bironeau (Applaudissements) et salue en votre nom la Ligue des Droits de l'Homme représentée par Gilbert Viala (Applaudissements), le Cercle Bernard Lazare représenté par Kutz, Niedermeyer et Ocara (Applaudissements), et je salue le Club Louise Michel qui est représenté par Jeannette Brutel. (Applaudissements)
Mes chers camarades, j'ai maintenant à vous présenter le bilan que nous sommes amenés à faire aujourd'hui devant vous sur l'ensemble de l'action menée par le Parti, depuis le Congrès de Pau. Il porte sur deux ans, un peu plus de deux ans à cause des élections municipales.
Ce bilan est à la fois dans la logique de ceux que nous avons déjà effectués depuis Epinay, mais aussi assez profondément nouveau dans sa nature et dans ses perspectives.
Différent, il l'est au plan de la vie du Parti qui a atteint maintenant, et vous le savez, un stade de maîtrise et de maturité vers lequel nous ne faisions que tendre dans les étapes précédentes.
Différent, il l'est également par rapport à la vie politique française. Cette fois, face à une Droite à la fois usée et déchirée, nous nous trouvons devant une perspective qui nous permet d'envisager, avec une importante victoire aux élections législatives de 1978, l'accès aux responsabilités qui seront les nôtres si la Gauche est appelée à gouverner la France.
Définir quel Parti nous sommes devenus six années après Epinay, rappeler les grandes lignes de notre travail depuis le Congrès de Pau, apprécier la traduction de nos efforts à travers la simplicité des résultats, des chiffres, tels seront les

Fondation Jean Jaurès

principaux points de ce rapport d'activité.
Et plutôt que de reprendre les initiatives et les actions de chaque secteur, évoquées par ailleurs de façon claire et succincte dans les "rapports statutaires" diffusés dans le Poing et la Rose, ce rapport tend à rappeler des résultats d'ensemble comme la totalité du travail accompli en équipe.
Mes camarades, nous sommes devenus le premier parti de France. Le fait que notre Parti soit non seulement le premier parti de la Gauche Unie, comme nous n'avons cessé de le vouloir depuis Epinay, mais reconnu par tous maintenant comme le premier parti de France, est une réalité déjà familière mais elle mérite cependant d'être soulignée.
Cela ne s'est pas produit si souvent dans l'histoire de la France. L'élan magnifique de 1936 est le seul précédent d'une situation historique où la Gauche prenait le pouvoir, entraînée par un Parti Socialiste qui avait conquis et de loin la plus large représentation nationale.
Certes, il n'y a pas lieu pour nous de manifester une autosatisfaction déplacée, mais il n'y a pas non plus, et je le dis clairement ici, matière à justifier des attaques et des procès d'intention contre la direction et le Premier secrétaire qui ont mené le Parti à ces résultats !
(Applaudissements)
Or, n'est-ce pas ce qu'auraient pu laisser croire certaines critiques émises aussi bien par des camarades de la minorité que par des observateurs extérieurs ?
Réjouissons-nous ensemble de ces résultats qui n'appartiennent pas à un courant, qui n'appartiennent pas à une personnalité, mais qui appartiennent à tout le Parti, à notre Parti Socialiste !
(Applaudissements)
La situation du Parti Socialiste, premier parti de Gauche, renverse un rapport de forces favorable au Parti Communiste depuis plus de 30 ans. Sur le plan électoral, le Parti Socialiste crée en sa faveur un phénomène plus ou moins analogue à celui du Mouvement Gaulliste à son apogée. Le Parti Socialiste est-il en train d'accéder à la position dominante que l'on a connue à l'étranger, en Scandinavie par exemple, en Suède plus précisément, entre les années 20 et 40 ? La question se pose. L'ascension du Parti continue depuis 5 ans, s'accélère depuis les cantonales, confirmées par les municipales.
Un parti dominant n'est d'ailleurs pas nécessairement un parti majoritaire. Nous en sommes loin. Est dominant un parti qui acquiert au seuil de 30 % des suffrages ou au-delà une position d'arbitre comparable à celui du Parti Radical sous la 3ème République, mais dans un tout autre contexte. Incontestablement le Parti Socialiste Français approche de cette solution dominante, et la constatation de cette évidence ne diminue en rien le rôle des autres formations signataires du programme commun. Chacun dans la coalition a sa place et sa nécessité, et le succès de l'une des formations est nécessairement le succès de toutes les formations de la Gauche.
(Applaudissements)
Cette montée de l'influence Socialiste se traduit de la même manière dans l'accroissement du nombre de nos adhérents qui a doublé en six ans, et dans le

Collection Jean Jaurès

développement de ses sections locales et de ses sections et groupes d'entreprise et d'université.
J'évoquais tout à l'heure la simplicité des chiffres : ceux-ci parlent d'eux-mêmes. Les élections partielles de 1975 et 1976, nous ne les avons pas oubliées, bien sûr ; les élections cantonales des 7 et 14 mars, nous savions qu'elles constitueraient un test important à mi-chemin entre les élections présidentielles et les élections municipales. Elles nous ont apporté 674 élus cantonaux ! Le résultat dépassait notre espoir. Il représentait pour nous 26,5 % des suffrages et près de 2 millions 800 000 voix pour la moitié de la France.
Et cependant, nous le savons bien, les élections cantonales sont d'une nature telle qu'elles gomment plus qu'elles ne soulignent les grands mouvements d'opinion en cours.
Déjà il était clair après le scrutin que le Parti Socialiste devenait la première formation de ce pays.
Vinrent enfin les élections municipales des 13 et 20 mars dernier. Ces élections municipales préparées par le Congrès de Dijon ont été l'occasion d'appliquer l'accord conclu entre notre Parti, le Parti Communiste et le mouvement des Radicaux de Gauche, et nous devons dire que les engagements pris ont été respectés, et les quelques divergences enregistrées ne permettent nullement de mettre en cause la cohésion et la discipline dont le Parti a fait preuve à cette occasion dans sa quasi-totalité.
Cet effort de tous les militants, de tous les responsables, à tous les niveaux, a abouti aux résultats que vous connaissez tous et qui renforçaient les résultats des cantonales. Je les répète : sur 221 villes de plus de 30 000 habitants, 157 sont acquises à la Gauche, dont 81 pour le Parti qui en gagne ainsi 38.
Pour les 591 villes comprises entre 9000 et 30 000 habitants, le nombre des municipalités dirigées par la Gauche passe de 216 à 349, et notre Parti qui contrôlait 101 de ces municipalités en obtient désormais 176.
La conquête de villes très importantes telles que Nantes où nous sommes, Rennes, Montpellier, Brest, venant s'ajouter à Marseille, Nîmes, Grenoble, Clermont-Ferrand, Limoges, n'est pas le seul témoignage de la montée du Parti.
Les analyses effectuées à partir des données venues de toutes les fédérations montrent en profondeur une progression significative du nombre des élus municipaux Socialistes.
On comprend que le ministre de l'Intérieur ait astucieusement regroupé à son profit, et comme autant de conquêtes de la majorité présidentielle, la plupart des élus ruraux. Ce trompe-l'œil bien fait pour masquer l'ampleur de l'échec subi par cette majorité ne peut se substituer aux faits, c'est ce que confirmera le renouvellement du tiers du Sénat à l'automne prochain.
Ainsi, dernier scrutin en date, les élections municipales du mois de mars ont rendu évidente l'opposition profonde des citoyens et la politique du pouvoir, dont la seule constance réside dans l'échec. Elles ont ouvert la perspective d'un changement de la vie politique française. Le Parti Socialiste a opéré pas seulement un spectaculaire redressement au niveau des résultats globaux, il apparaît aujourd'hui comme le seul grand Parti qui reproduit assez fidèlement

l'image de la structure sociale française. Il est plus jeune, plus ouvrier et plus cadres moyens que la société française dans son ensemble, mais le Parti Socialiste s'en rapproche étonnamment.
Il est aussi un peu plus masculin, d'où l'importance accordée à la représentation féminine dans le Parti, et des propositions seront faites à ce sujet et seront discutées par les délégués.
(Applaudissements)
II faut de plus constater un électorat nouveau, homogène et spécifique, il s'agit de cadres supérieurs, de membres de professions libérales, de catholiques, de citoyens se désintéressant, ou ne s'intéressant que de loin à la politique, et qui à travers les récentes consultations électorales ont rejoint le Parti Socialiste.
Cette évolution a modifié en profondeur la géographie électorale Socialiste. Aux bastions traditionnels du Nord-Pas-de-Calais, des Bouches-du-Rhône, du Languedoc Roussillon, du Limousin, du Midi-Pyrénées, se sont ajoutés de nouvelles provinces, de nouveaux territoires, l'Ouest où nous sommes, l'Est où le Parti opère une progression spectaculaire. Progression également sensible dans les banlieues de la région parisienne et de la région Rhône-Alpes.
Cette percée Socialiste correspond en outre à une relève de génération. La tranche d'âge de 30 à 40 ans est partout présente. Il est maintenant clair, mes camarades, que le processus de la relève s'est opéré presque naturellement, à travers une période trop longue de dépérissement, mais s'est opéré aussi d'une façon accentuée maintenant à travers les six dernières années qui ont été les six dernières années du renouveau Socialiste !
(Applaudissements)
Le travail accompli et les résultats évoqués conduisent naturellement à rappeler dans leurs grandes lignes les efforts de chaque responsable de secteur, traduit, soutenu par le dévouement de nombreuses équipes locales, fédérales, nationales, et la mobilisation de tous les militants. Cela peut se faire rapidement en regroupant ces actions sous quelques grandes rubriques.
Le Parti a renforcé son organisation et ses structures. Il a mené des campagnes dynamiques nationales et locales, et assuré sa présence dans les luttes. Il a affirmé son identité devant l'opinion et au sein de l'union de la Gauche et accru son audience internationale. Il a préparé ses dossiers, mené ses études pour être dès à présent le Parti de la proposition et de la responsabilité, et il a su se donner un budget, une trésorerie à la hauteur de ses ambitions. Vous avez d'ailleurs le rapport sur vos tables, il est vert, couleur de l'espérance. En tous les cas, quoi qu'insuffisant, il a été un budget qui nous a permis de nombreuses activités.
Mes camarades, en nous donnant, en nous dotant de structures nouvelles et d'une Administration centrale correspondante, nous avons tenté de couvrir aussi complètement que possible l'organisation du travail intérieur dans le Parti et sa traduction vers l'extérieur.
Sous la responsabilité du Premier secrétaire et des Secrétaires nationaux, ce rôle a été dévolu aux délégués généraux, aux délégués nationaux, et aux rapporteurs spéciaux, qui ont été désignés, et c'était là une innovation au lendemain du Congrès de Pau.

Par ailleurs, la mise en place, maintenant presque achevée, du Fichier national, et le regroupement progressif des différentes Editions, et aussi des différentes Filiales du Parti, ont permis de coordonner des initiatives entre des domaines différents d'activités.
Et sur ce plan, je puis noter, dernier bilan, en ce qui concerne les effectifs du Parti, qu'au 15 juin 1977 nous avons placé exactement 164 722 feuillets. C'est une progression continue, qui devrait nous conduire à la fin de l'année, sur cette base, à un Parti de 175 000 adhérents.
(Applaudissements)
Compte tenu de cette accélération et de cette progression, je pense que ce Congrès devra vous fixer comme objectif à atteindre pour nos prochains rendez-vous, de dépasser même les 200 000 adhérents. C'est possible, à la condition que l'on se mette tous à la tâche.
Le développement de la Presse du Parti a bien servi nos campagnes et nos actions.
"Le Poing et la Rose" aux Militants, s'il convient encore d'élargir ses rubriques, a été un instrument sérieux pour la diffusion interne des actes du Parti, de ses positions sur les grands problèmes de l'heure. Il a également contribué à la préparation et au compte-rendu de nos Assises.
Le tirage actuel est de 160 000 exemplaires. "Le Poing et la Rose" aux Responsables a été créé en 1976 ; il s'est efforcé de substituer à un grand nombre de circulaires qui vous submergeaient une formule apportant directement, chaque quinzaine, aux responsables locaux et fédéraux, les directives et les arguments nécessaires à leur action.
23 numéros ont paru à cette date.
"Le Combat Socialiste", parce qu'il avait vu ses ventes diminuer jusqu'en décembre, a modifié sa formule et sa structure de gestion. Le magazine mensuel de 28 pages-couleur que vous connaissez maintenant, a regagné 6000 ventes de 3 mois, et s'il connaît encore des difficultés réelles de trésorerie, il a pratiquement rétabli son équilibre financier.
"L'Unité", hebdomadaire tourné vers le grand public, qui a été depuis le début un beau succès et un grand succès, a un budget entièrement équilibré et connaît, je le souligne encore, une audience qui lui permet d'atteindre maintenant les 30 000 abonnés.
(Applaudissements)
Si l'on tient compte des difficultés réelles qui sont celles de toute presse nationale d'opinion, de tels résultats sont satisfaisants ; il importe de les améliorer, mais aussi d'en prendre acte.
La nouvelle formule de la "Revue Socialiste" nous permet d'espérer le succès d'une relance efficace, pour peu que fédérations et Municipalités prennent part activement à cet effort.
Enfin, "Communes de France" a régulièrement progressé depuis le Congrès de Pau. Sa diffusion actuelle est de 9000 exemplaires. Cette revue s'est révélée un appui efficace dans la campagne électorale, et le nombre de ses abonnés s'est accru de façon remarquable.

Fondation Jean-Jaurès

Parlons maintenant des campagnes et de la présence Socialiste dans les luttes.
La mise en oeuvre des priorités du Congrès de Pau, concernant la formation et l'entreprise, s'est traduite, au niveau de l'organisation et de l'animation.
La Formation a doublé sa capacité d'accueil pour les stages d'été, lancé des stages régionaux, et créé son Centre national semi-permanent de Formation, tourné vers les cadres du Parti.
En liaison directe avec cet effort, d'autres ont été développés au niveau de l'accueil et de l'information des nouveaux adhérents, et je salue les activités du Bureau national des adhésions, qui est au siège national du Parti.
Le Secteur "entreprises" a lui aussi accru son activité et son audience, depuis le Congrès de Pau. Il compte maintenant deux fois et demi plus de sections d'entreprises et de G.S.E. qu'alors, c'est-à-dire que lors du Congrès de Pau. Il s'est organisé au niveau des fédérations et a été présent dans la bataille des municipales. Il a coopéré avec le Secteur Formation et a assuré sa participation active dans les campagnes contre le chômage et la vie chère, dans les campagnes pour le contrôle des travailleurs.
Là aussi, l'effort est à poursuivre et à amplifier, mais là aussi les résultats acquis méritent d'être soulignés.
Enfin, au plan international, le Parti a été activement présent, aux côtés de tous les combattants de la liberté dans le monde, et dans les luttes de l'Internationale Socialiste, notamment en direction du tiers-monde.
Nous avons été attentifs, partout, aux problèmes des peuples, et en retour, le rayonnement de notre Parti s'est accru auprès de toutes les forces de progrès dans le monde, et notre originalité sert souvent, maintenant, de référence à tous les Socialistes désireux de renouveler les formes de leur combat.
Quant à l'identité du Parti, le Parti Socialiste l'a affirmée partout, aussi bien dans l'union de la Gauche que devant l'opinion publique, et cela, grâce à sa capacité d'intervention, à ses grandes campagnes nationales, mais aussi à sa réflexion théorique, grâce à un effort important de communication, au sein du Parti, et d'explication devant les citoyens.
Le but était, et demeure, d'associer au maximum l'initiative militante aux directives nationales et aux possibilités techniques qu'il convient sans cesse d'améliorer, dans toute la mesure où nos moyens le permettent.
Et puisque j'en suis aux communications, je voudrais saluer et remercier tous ceux qui représentent ici la Presse, la Radio et la Télévision, qui vont être pendant trois jours les hôtes de ce Congrès, et qui rendront compte de ce Congrès aux Français. Je tiens à les remercier de leur présence.
(applaudissements)
Enfin, mes camarades, au niveau des dossiers et au niveau des études, une volonté s'est clairement affirmée : c'est de compléter sans cesse notre critique des abus et des carences de la Droite, par la force de nos propositions. Commissions d'étude, travaux de nos camarades parlementaires..., et si la vie du Parti Socialiste, hier, a souvent été perturbée dans ses liaisons entre le Secrétariat du Parti et les groupes parlementaires, je dois souligner l'excellente coordination, les excellentes liaisons, qui ont été établies par la Direction du

Parti avec le groupe parlementaire à l'Assemblée nationale et le groupe parlementaire au Sénat. Je tenais à le souligner.
Les réflexions des Experts ont convergé vers un même objectif : préparer les dossiers d'un Parti prêt à prendre ses responsabilités dans le gouvernement de la France.
Six Colloques importants et 16 Journées nationales ont concrétisé ces recherches.
Des projets déjà très élaborés ont vu le jour, ou sont sur le point de naître :
Pour l'Education nationale - projets qui sortiront en septembre/octobre -, pour l'environnement, pour la décentralisation - puisque la Gauche, dans les trois mois de sa venue au Pouvoir, lancera ce formidable mouvement de la décentralisation à travers le pays - ;
Pour la ville également ; la mode est à l'anti-ville, et la ville est certainement le reflet d'une société, qui n'est pas la nôtre. Mais nous ferons connaître, dans les prochaines semaines, la ville, comme la voient les Socialistes, la ville qui est pour nous telle qu'elle est dans nos propositions et dans nos projets.
Et enfin, propositions quant au statut de la femme dans notre société.
Le Pari dispose là de grands dossiers, qui lui apportent des éléments de décision sur l'ensemble des questions, qu'il faudra trancher le moment venu, dans la perspective du Pouvoir.
Bien entendu, un rapport d'activité comme celui-ci pourrait être étendu. Je crois que ce n'en est pas la peine. J'ai voulu simplement fixer les grands axes, mentionner les résultats, mettre l'accent sur les grands secteurs. Pour le reste, la vie du Parti, vous la connaissez et en tous cas vous en avez, quant au bilan, la traduction sur vos tables.
Le travail accompli en 18 mois a été accompli, je le souligne, dans le respect du mandat donné par le Congrès de Pau.
Qu'il y ait encore des lacunes et qu'il faille encore amplifier l'action dans certains secteurs, nul ne songe à le nier, et tous ceux qui ont eu l'honneur d'être des responsables du Parti durant cette période de deux ans le savent mieux que personne.
Mais nul non plus ne doit ignorer la traduction concrète de cet effort, c'est-à-dire la capacité d'entraînement de la Direction du Parti et de son Premier secrétaire, et la réponse active que lui ont apportée tous les militants ; ce qui a permis à ce Parti une double relève : celle que je vous mentionnais tout à l'heure, la relève géographique, et celle qui, sans doute, est encore plus significative : la relève d'une génération, qui se traduit à l'évidence par la venue aux responsabilités d'un grand nombre de jeunes, de jeunes élus aussi, et même dans les villes de plus de 30 000 habitants : 22 maires Socialistes ont moins de 40 ans.
(applaudissements)
Ainsi, le Parti Socialiste a brûlé les étapes qui caractérisent d'ordinaire le développement d'une formation politique.
Et j'en arrive à ma conclusion.
En nous rassemblant, mes camarades, à Epinay, en juin 1971, nous nous étions assigné de grands objectifs. Les principaux sont atteints maintenant, et nous

avons rigoureusement affirmé notre stratégie et constamment accru notre développement.
A Pau, la motion finale adoptée par le Congrès nous fixait des impératifs et un mandat précis. Non seulement ces directives ont été suivies, mais elles l'ont été de telle sorte que le Parti voit maintenant son identité affirmée et sa représentation plus large.
C'est pourquoi nous vous proposons, camarades, de constater que l'actuelle Direction du Parti, appuyée par l'ensemble des militants, a rempli son mandat, et de lui donner quitus, avant de fixer les objectifs et d'apprécier les responsabilités pour demain.
Les secrétaires nationaux sont là pour répondre aux questions concernant leurs secteurs respectifs.
Tous ceux qui veulent intervenir, qui ont des critiques à exprimer à l'égard de notre bilan d'activité vont le faire maintenant et nous établirons le dialogue.
Mais pour terminer et comme conclusion apprécions ensemble à sa juste mesure l'outil, notre Parti, que nous avons créé avec l'apport de chacun.
Représenté par plusieurs formations séparées, le Socialisme était condamné à une politique d'opposition permanente ; incarné par un parti puissant et volontaire il a maintenant une vocation majoritaire.
En retrouvant son audience, le Parti a donné à l'union de la Gauche sa crédibilité.
Le Parti devient un authentique parti de masse ; grâce au dynamisme de ses militants, la multiplication de ses sections géographiques ou d'entreprises, la capacité d'engager des actions de masse, la participation de dizaines de milliers de citoyens à ses propres manifestations.
Après le Congrès de Pau, le Parti s'est ainsi successivement mobilisé sur plusieurs luttes majeures : l'emploi, la présence dans les entreprises, l'environnement, le cadre de vie, les inégalités, le 3ème âge.
Le Parti Socialiste est devenu le représentant authentique du front de classe des exploités. Si l'on ajoute la part croissante des femmes et des jeunes dans notre organisation, il est indiscutable que le Parti Socialiste présente toutes les caractéristiques d'un grand parti populaire.
Grâce au Parti, le Socialisme est bien une idée qui fait son chemin. Il me reste à vous dire la joie partagée par toute l'équipe nationale qui, autour du Premier secrétaire, François Mitterrand, a lancé, coordonné, animé le mouvement Socialiste.
Sachant bien que rien n'aurait été possible sans le dévouement des militants à qui je veux rendre hommage.
La fidélité du Parti à ses engagements, la clarté de ses choix, son travail d'explication politique lui ont valu la confiance d'une fraction importante de ceux que le pouvoir établi ignore ou combat et que le capitalisme exploite.
Il reste à mieux maîtriser le phénomène des tendances et de renforcer l'homogénéité du Parti.
Il reste à intensifier nos efforts pour hisser le Parti au niveau de ses responsabilités nouvelles.

Mes camarades, le Socialisme, maître de l'heure, sans doute, et en tout cas nous sommes sur la bonne voie.
Le changement ? Mais il est inscrit dans la vie du Parti depuis six ans et le Congrès de Nantes se situe, sur ce plan, dans une continuité qui est celle du changement pour ainsi dire naturel.
A vous, mes chers camarades, d'apprécier et de prendre les décisions, d'affirmer une cohésion pour que le Parti soit pleinement maître de son identité et de son destin.
(Applaudissements)

Le président - Les camarades qui souhaitent intervenir dans la discussion du rapport d'activité sont priés de se faire connaître en indiquant leur nom et le nom de leur fédération, les camarades du services nous feront passer leur petit papier.
Dans le cadre de cette discussion, est inscrit Michel Charzat, fédération de Paris, à qui je donne la parole.

Michel Charzat

Mes chers camarades, le débat statutaire sur l'activité des organismes centraux du Parti présente toujours un aspect quelque peu rituel, voire secondaire, et je dirai particulièrement aujourd'hui au moment où va s'ouvrir notre Congrès d'orientation.
En effet, dans ce Congrès, le présent, le passé et l'avenir se trouvent indissolublement liés dans les analyses et dans les propositions des deux textes en présence.
Le débat d'orientation sera donc l'occasion cet après-midi et demain de traiter l'ensemble des problèmes qui ont conduit la minorité dans un passé encore récent à refuser de voter le quitus.
Je précise qu'aujourd'hui, au contraire, nous voterons le quitus aux organismes centraux du Parti en nous situant sur un terrain strictement statutaire, mais sans donner pour autant une portée par trop limitée, par trop anodine à notre geste.
Notre prestation sera donc à la fois globale, circonstancielle et elle sera plus tournée vers l'avenir que vers le passé, appréciation globale, d'ailleurs, dans la mesure où, encore une fois, nous refusons d'entrer dans une discussion détaillée sur le bilan présenté par le secrétariat du Parti.
Nous avons pourtant un certain nombre de remarques, de critiques à formuler, qu'il s'agisse de certaines insuffisances persistantes concernant les secteurs d'intervention notamment le secteur entreprises qui s'est selon nous trop souvent attaché à développer exclusivement GSE au détriment des comités d'entreprise, qu'il s'agisse des autres secteurs, qu'il s'agisse de l'action en direction des jeunes et des étudiants, qu'il s'agisse de la formation, qu'il s'agisse même de certaines campagnes nationales.
Nous en viendrons donc cet après-midi dans le cadre du débat à reprendre ces points, parce que nous considérons effectivement que notre capacité d'intervention sur tous les terrains n'a pas suivi au cours de ces deux dernières années la progression notamment électorale de notre audience dans le pays.

Fondation Jean-Jaurès

Mais je dirai qu'aujourd'hui, à ce moment précis de notre débat, il s'agit surtout de porter une appréciation globale.
Eh bien, oui, le Parti, tout le Parti, majorité et minorité confondues, a bien travaillé, a travaillé positivement.
Je dirai que la ligne définie à Pau a été appliquée grâce au concours des uns et des autres, grâce au concours de la majorité et de la minorité.
Il en a été ainsi, par exemple, dans tout le débat portant sur l'approfondissement théorique de notre doctrine, sur la convention concernant les rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, sur la convention sur l'autogestion qui ont été l'occasion d'avancer, résultat là encore de la convergence, de la synthèse, entre les vues des uns et des autres.
Il en a été également ainsi de l'approfondissement stratégique de notre ligne. Je vous rappelle que la motion unanime de Dijon a permis au Parti de recueillir les fruits d'une ligne rigoureuse et si nous avons, certes, ici ou là, déploré quelques bavures qui restent dans tous les esprits, je pense que les élections municipales n'en ont pas moins marqué un moment important de l'approfondissement de la ligne des mouvements de la Gauche.
Ainsi, notre Parti a-t-il continué sa marche en avant, sachant, comme chaque fois dans les grandes occasions, se rassembler sur l'essentiel. Est-ce à dire pour autant qu'il n'y a pas eu de divergences, de débats ?
Bien sûr que non, mais il s'est agit chaque fois de problèmes que l'actualité nous a posés : actualisation du programme commun de gouvernement, politique économique à court et moyen terme, construction de l'Europe, fonctionnement et cohésion du Parti Socialiste, ou qu'il s'agisse de l'union de la Gauche, des conceptions selon lesquelles cette union de la Gauche devra devenir un parti dominant ou selon lesquelles cette progression devra se faire dans le rééquilibrage grâce à une présence accrue des Socialistes.
Il s'agit donc de problèmes qui se posent à l'intérieur du Parti et qui se posent, vous le savez bien, également à l'intérieur même de ce qu'il était convenu d'appeler la majorité du Parti. Il s'agit, encore une fois, de problèmes qui doivent trouver une réponse claire dans notre Congrès, devant notre Congrès.
Je dirai donc que notre approbation est globale, mais pas totale, pas inconditionnelle.
Mes chers camarades, cette approbation ne vaut pas absolution, ou même indulgence, à l'égard de certains actes du secrétariat du Parti.
Nous avons regretté et continuons à regretter certaines pratiques internes au Parti, telle au telle dissolution arbitraire de fédération, par exemple, ou de sections.
Rappelons le cas de la fédération de la Loire, rappelons celui des sections de Créteil. Sans doute, dans ces deux cas, les militants ont-ils aussi bien à Créteil que dans la Loire, su apporter la réponse qui convenait à ces mesures en donnant une large majorité au courant qui réclamait le strict respect du statut. Mais dans d'autres exemples, on a pu s'appuyer, au contraire, sur des statuts, pour imposer des limites, des contraintes supplémentaires à la minorité.
Ainsi, est-ce par une interprétation limitative jusqu'à l'absurde de l'article 30 de

nos statuts, que le secrétariat se disant la majorité du Parti a pu censurer le texte du courant 2 pour ce Congrès !
Je dirai que d'une manière générale, la confusion entre les intérêts de la motion I, les moyens d'action propres à la direction du Parti, a été trop souvent entretenue, qu'il s'agisse du code de bonne conduite unilatéralement respecté, qu'il s'agisse d'un... du fonctionnement du Bureau exécutif ou du Comité directeur, qu'il s'agisse même de la préparation de ce Congrès.
Mes chers camarades, nous n'avons pas acquiescé et nous n'acquiescerons jamais à ces coups de canifs donnés à notre règle commune, car nous nous faisons, je crois, aussi bien les uns que les autres, une certaine idée du Parti.
Le Parti, notre Parti, est le dépositaire d'une longue suite de luttes et d'analyses, de réflexions. C'est une mémoire collective, on l'a dit, c'est un vouloir vivre en commun, c'est un outil pour les générations futures. Ce n'est donc pas une simple rampe de lancement. Le Parti, c'est la force accumulée des grandeurs du passé et le gage des grandeurs de l'avenir, comme disait Jean Jaurès.
Cet attachement à une conception exigeante du Parti qu'appelle notre pays, cet attachement explique que nous n'ayons jamais cédé sur cette conception du Parti.
C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, notre approbation du quitus peut prendre une signification positive.
François Mitterrand a rappelé récemment que, pour pouvoir dire "oui" il faut pouvoir dire "non". C'est parce que nous avons su, au cours des deux dernières années, dire "non", que notre "oui", aujourd'hui, ne sera pas celui de la contrainte. Nous avons ainsi, je crois, réservé les chances d'une véritable unité, d'une unité fondée sur le respect mutuel, sur le respect d'une certaine idée du Socialisme.
Chers camarades, vous le savez bien, en effet, il n'est pas possible de faire l'unité dans l'humilité des uns et la force triomphante des autres. Aussi, et je conclurai par cette phrase, je dirai que notre approbation est davantage tournée vers l'avenir que vers le passé. Notre approbation est un acte de raison et d'espérance, dans notre capacité mutuelle à aborder les vrais problèmes, dans notre capacité mutuelle à dépasser les analyses divergentes qui sont aujourd'hui encore constatées.
Il faut mettre en oeuvre une dialectique de la décrispation, il faut mettre en oeuvre un réel débat politique. C'est dans cette mesure que nous arriverons, je pense, à repousser le calice empoisonné de nos rivalités, de nos méfiances, des procès d'intention qui empoisonnent parfois nos débats.
C'est dans cette direction qu'il faut aller pour dissiper cette atmosphère de caserne ou de chapelle qui entrave trop souvent l'expression libre du débat.
Mes Chers camarades, je dirai que cette approbation de l'activité des organismes centraux du Parti, pour limitée qu'elle soit, indique bien dans quel état d'esprit nous allons aborder ce Congrès:
Ouvrir un débat sans préalable, en allant au fond des problèmes, élever le Parti en recherchant loyalement les conditions d'un équilibre plus sage de notre fonctionnement, clarifier enfin ses orientations programmatiques, afin de le

préparer à se rassembler à la veille d'échéances capitales.
Mes Chers camarades, avec ce débat sur le quitus, une page de notre histoire est tournée, il nous reste à écrire ensemble celle de la victoire du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Guilhem Raymond, de la fédération du Nord, et prochain orateur : Jean Rous, du Comité directeur.

Raymond Guilhem (Nord)

Mes camarades, 1971 : notre Parti avait décidé l'implantation dans les entreprises, 1977 : des moyens pratiques de fonctionnement des GSE et SE doivent être donnés, 1978 : prendre le pouvoir, rendre irréversible le pouvoir de la Gauche en étant un authentique parti des travailleurs dans les usines, aller hardiment, par étapes, vers l'autogestion.
Des possibilités réelles d'implantation de GSE et SE ont été prises, tant nationalement que fédéralement. Elles sont insuffisantes. Nous nous devons, à Nantes, de faire des pas supplémentaires et d'apporter des propositions concrètes pour la création et le renforcement des GSE et SE.
L'action et l'implantation du Parti Socialiste dans les entreprises ne peuvent se résumer à la seule intervention des sections et des groupes d'entreprise existant aujourd'hui. Bien au contraire, la prise en charge effective de cette priorité du Parti doit se traduire par une action permanente des sections locales.
Le premier rôle des sections locales est d'appuyer l'action des groupes Socialistes d'entreprise et sections d'entreprise existants, aussi bien sur le plan financier que sur le plan de l'aide matérielle. Sans cela, les groupes Socialistes et sections d'entreprise, privés de finances qui devraient être dégagées par les fédérations, ne pourraient s'exprimer véritablement et valablement dans un milieu où l'action politique rencontre plus de difficultés qu'ailleurs. Il faut donner les moyens aux GSE et SE, sinon ils se verraient paralysés et se transformeraient rapidement en amicales de camarades impuissantes à marquer la présence de notre Parti et à défendre nos grandes options politiques. Le second rôle des sections locales est d'intervenir pour aider à la mise en place de nouveaux groupes Socialistes et sections d'entreprise.
Pour ce faire, les sections locales doivent intervenir directement et désigner en leur sein des responsables dans les entreprises de leur lieu territorial.
Bien sûr, mes camarades, il n'est pas toujours possible de s'attaquer, en même temps, à l'implantation dans toutes les entreprises d'une même commune. La section locale devra débattre des priorités et se choisir des objectifs qu'elle sera capable de tenir. Ensuite, au fur et à mesure que cette politique donnera des résultats par la création de nouveaux groupes d'entreprise et sections d'entreprise, ces derniers prendront leur autonomie et désigneront leurs propres responsables, et la section locale pourra ensuite orienter son travail sur de nouvelles entreprises.
Les fédérations doivent, elles-aussi, être organisées pour appuyer cette politique sur l'ensemble des départements.

Il nous apparaît qu'il serait nécessaire de créer, là où cela n'existe pas, des collectifs fédéraux de 15 à 25 camarades responsables de secteurs et d'agglomérations, relais du comité national d'entreprise pour l'action, l'information, les liaisons.
Il existerait donc, au travers de cette structure, une possibilité d'appui plus large qui pourrait aider les sections locales dans ce travail d'implantation.
Mes camarades, l'action dans les entreprises sera un élément capital de notre bataille pour la victoire de la Gauche en 1978. Nous ne devons pas laisser à nos partenaires Communistes ce terrain, en nous contentant de l'action dans les quartiers et sur les problèmes du cadre de vie. Le Parti Socialiste est un parti des travailleurs, cela doit se voir lors de la prochaine campagne électorale. Les collectifs fédéraux prendront les initiatives nécessaires pour concrétiser cette orientation en liaison avec le plan national.
Il existe des permanents fédéraux ou responsables fédéraux "entreprises". Si ces camarades sont esseulés, ils ne peuvent trouver leur pleine efficacité.
Ces collectifs fédéraux seront les lieux de débats et de propositions qu'ils seront amenés à faire au CE fédéral.
Voilà un schéma qui permet de concrétiser les orientations du Parti.
Il nous apparaît qu'il est nécessaire de proposer, en plus des objectifs concrets pour permettre une prise de pouvoir de la Gauche, de poursuivre dans les entreprises le débat avec les travailleurs.
L'entreprise, mes camarades, n'est pas un lieu à part de la société. Le travailleur doit rester un citoyen à part entière lorsqu'il pénètre sur le lieu de travail. De plus, les principaux problèmes que rencontre la Gauche, et que connaissent d'ailleurs aujourd'hui d'autres pays, sont d'ordre économique. Il faut que ce débat sur les grands choix économiques et politiques puisse se faire dans l'entreprise, afin que les travailleurs puissent pleinement y participer.
C'est aussi cela, la perspective autogestionnaire du Parti Socialiste.
Pour aboutir à ce résultat, la Gauche au pouvoir devra décider de la reconnaissance de la section politique d'entreprise, avec des droits effectifs d'intervention. Le droit d'affichage et de distribution de tracts dans l'entreprise doit être acquis. De même pour le droit de réunion des travailleurs sur les lieux de travail, dans l'entreprise, en dehors des heures travaillées.
Notre objectif n'est pas de perturber la production. La grève, l'arrêt de travail sont du ressort de l'action syndicale et, donc, de l'organisation syndicale. Ni la Gauche au pouvoir, ni les travailleurs, n'ont intérêt à ce que le débat politique dans l'entreprise perturbe le travail. Mais le débat est nécessaire. Loin d'avoir des inconvénients il ne peut avoir, pour un gouvernement de gauche, que des avantages.
La Droite au pouvoir mène une politique contre les travailleurs ; elle a donc intérêt à étouffer la discussion. La Gauche, c'est avec les travailleurs qu'elle veut construire le Socialisme. Le débat permettra la détermination des grands objectifs et, donc, leur acceptation par les travailleurs. L'efficacité y gagnera grandement.
Voilà, mes camarades, ce que nous vous proposons dans les entreprises pour

construire le grand Parti Socialiste, parti de masse.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Jean Rous, du Comité directeur, à la tribune. Prochain orateur : Faigt, de l'Hérault.

Jean Rous

Chers camarades, je crois opportun de faire quelques remarques, pour la raison suivante.
A l'origine de cette discussion, il y a trois mois, j'ai présenté un texte d'orientation qui n'a pas été publié par "Le Poing et la Rose", mais qui a été pris en considération par diverses sections et qui s'est apparenté à la motion du courant 2 ; ce texte est publié dans le bulletin "Volonté".
Je dois dire qu'il concerne essentiellement le problème des méthodes de la Direction du Parti en ce qui concerne principalement deux points :
- les méthodes de discussion pour l'élaboration de la ligne politique, en particulier à l'occasion des Congrès :
- les méthodes de désignation du Comité directeur.
Camarades, j'estime que, jusqu'à présent, il était normal que dans un Parti qui traverse une période de mise au point et de rodage, tout se déroule d'en haut ; il était normal que, dans une certaine mesure, le Comité directeur soit coopté et non pas élu, et que les motions soient distribuées par en haut. Mais je pense que si cette situation se perpétuait, si nous ne réfléchissions pas à l'élaboration d'une méthode plus démocratique, en premier lieu pour la présentation des motions et en second lieu pour non pas la désignation par en haut du Comité directeur, mais l'élection du Comité directeur au scrutin secret par le Congrès, comme cela se faisait avant dans le Parti Socialiste - avec cette différence que nous ajouterons à cette méthode l'application de la proportionnelle - ce serait mauvais pour le Parti. Je crois, camarades, que nous nous réclamons de l'autogestion et qu'il n'y a pas d'autogestion possible dans un Parti où la direction est pratiquement cooptée par quelques-uns, mais non pas élue par la masse des militants et des délégués.
(Applaudissements)
Je me suis aperçu que, sur ce point, il n'était pas mauvais d'être au départ, non seulement minoritaire, mais complètement isolé, puisque je me suis réjoui d'apprendre, en lisant le compte rendu des débats de la fédération du Nord, que cette bonne vieille fédération du Socialisme s'était saisie du problème et que notre camarade Mauroy, Secrétaire à l'organisation du Parti, avait déclaré qu'il réfléchissait à une réforme sur ce problème, en particulier concernant l'élection réelle des organismes responsables.
Eh bien, camarades, je m'en réjouis et j'espère qu'à l'occasion du prochain Congrès nous serons dotés d'une réforme plus démocratique d'élection et de sélection, qui permettra d'accroître finalement la "force de frappe" du Parti et d'en faire un Parti digne de sa philosophie autogestionnaire.
Camarades, sur le passé j'ai une simple réflexion à faire, pour terminer, en ce

qui concerne le problème des rapports entre la majorité et la minorité, c'est-à-dire des rapports de tendances.
Je reproche à la Direction actuelle d'avoir eu une conception trop disciplinaire de ces rapports. Pourquoi ? Parce que tout se passe comme si la méthode de la direction consistait à coaliser une majorité, d'ailleurs hétéroclite et traversée par des sous-courants, qui sont en réalité des sous-marins puisqu'ils ne se présentent pas au vote des sections... (applaudissements)... contre une minorité qui est systématiquement soupçonnée de rébellion.
Eh bien je dis, camarades, que cette méthode d'approche du problème des tendances n'est pas une méthode qui est dans la bonne tradition du Socialisme. J'ai, malheureusement, vécu - c'est le triste privilège de l'âge - diverses étapes du Socialisme français. Dans sa période faste, le Socialisme français appliquait la méthode d'une synthèse entre les courants et non la méthode de la coalition contre tel ou tel courant.
Un homme comme Blum ne prenait jamais parti entre les tendances. Il gouvernait le Parti au centre et il se réservait de faire la synthèse.
Je crois qu'effectivement il ne s'agit pas de brimer les courants qui sont incompressibles dans le Socialisme. Depuis cinquante ans que je milite, je vois qu'il y a toujours un courant qui a un caractère gestionnaire et un courant qui a un caractère contestataire. Le problème n'est pas de les supprimer, sinon ils renaissent ; si vous les flanquez à la porte, ils reviennent par la fenêtre... Le problème est d'établir entre eux un équilibre, de manière à faire un Parti qui soit gouverné selon l'esprit de l'unité, dans la diversité et non pas selon l'esprit du monolithisme.
(Applaudissements)
C'est pourquoi, camarades, au cours de la période écoulée, j'ai été un ferme partisan au Comité directeur de ce qu'on a appelé le Code de bonne conduite. Je souhaiterais que ce Code de bonne conduite, qui n'a pas encore été publié vous soit distribué à vous, délégués du Parti, parce qu'à mon avis, bien qu'il n'ait pas été appliqué - pourquoi ? il appartenait à la Direction de l'appliquer - il renferme les éléments d'une synthèse en ce qui concerne le problème le plus épineux qui est soumis à ce Congrès, c'est-à-dire le problème des tendances, le problème des rapports.
Le Code de bonne conduite interdit les fractions mais il respecte les courants. Il donne aux courants un minimum d'organisations, sans quoi il n'y aurait pas de courants, il y aurait des courants d'air !...
Il faut que les courants puissent s'organiser. Il faut que les courants puissent avoir une revue. Il faut que les courants puissent se réunir sous le contrôle du Parti, mais il ne faut pas que les courants deviennent des fractions.
A ce sujet, il n'y a pas qu'une seule fraction dans le Parti, il y en a plusieurs : il y a les fractions personnelles, il y a les fractions idéologiques, il y a les fractions de pouvoir... (Applaudissements)… et je dis que toutes les fractions doivent être dissoutes. Au lieu de cela il faut que le Congrès, précisément sur la base du Code de bonne conduite, examine une nouvelle règle de conduite pour que le Congrès se termine par une synthèse constructive qui permettra au Parti d'aller

de l'avant, qui permettra au Parti d'avoir la force de frappe qu'il a dans l'électorat, au niveau des adhérents, parce qu'alors que nous avons un électorat supérieur à celui du Parti Communiste, nous n'avons que 160 000 adhérents. Le Parti Communiste, lui, qui a un électorat inférieur au nôtre a 500 000 adhérents. Voilà le hiatus à combler. Nous le comblerons en étant fidèle au projet d'Epinay, qui nous a tous ralliés au Socialisme, c'est-à-dire en construisant enfin un Parti Socialiste véritable, qui ne soit ni social-démocrate ni stalinien, mais dans la vraie tradition du Socialisme démocratique !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Faigt, de l'Hérault.

Jules Faigt

Mes Chers camarades, la section Socialiste de Béziers, réunie au lendemain des élections municipales, décidait d'adresser, en vue de sa discussion devant le Congrès national, une motion que vous avez effectivement lue dans le n° 60 du "Poing et la rose", page 36.
Dans cette motion, nous exprimions le souhait que la manière dont le Parti avait conduit, au plan national, les discussions sur les élections municipales, fasse l'objet d'un rapport particulier soumis à la discussion du Congrès, afin de permettre à ceux qui le souhaitaient de s'exprimer sur ce rapport.
Nous souhaitions aussi un vote distinct sur ce rapport.
Nous avons eu, effectivement, satisfaction, puisque dans "Le poing et la rose", n° 61 page 16, on trouve, de la part de nos délégués nationaux, un rapport qui traite de l'ensemble des consultations électorales depuis notre dernier Congrès mais qui réserve 150 lignes au problème des Elections municipales.
Sur ces 150 lignes, il y en a 86 qui se réfèrent à la motion de Dijon. Le reste concerne des commentaires relatifs aux résultats de ces élections.
Malgré le titre : élections et contentieux, il n'y a rien sur le rôle de nos responsables nationaux, sur la nature et la raison de certains arbitrages qui auraient été rendus, sur les contacts éventuels nationaux avec nos partenaires, sur l'appui apporté aux militants locaux à l'occasion des élections municipales.
C'est de cela que je veux parler au travers de l'exemple de Béziers.
Rassurez-vous, je n'entrerai pas dans le détail. Je dirai simplement qu'à Béziers, il fallait battre un ministre, un homme qui s'est singularisé par ses variations politiques, de la Gauche à la Droite, qui lui ont permis de devenir ministre. Il s'agissait de M. Brousse.
Nous avions, localement, des raisons très valables et très solides pour revendiquer la direction de la liste de l'union de la Gauche. A l'occasion d'une rencontre que j'avais eue avec nos responsables nationaux, chargés du problème des élections, il m'avait été dit : Si notre ami Raoul Baillot, député de Béziers, était candidat, vous bénéficieriez de l'appui total du Parti.
Or, en novembre 1976, Raoul Baillot a été candidat aux élections municipales à Béziers et Paris nous a abandonnés. Paris nous a abandonnés car nous avons

Fondation Jean Jaurès

adressé 7 rapports, nous avons envoyé 3 télégrammes, donné de nombreuses communications téléphoniques. Notre Premier secrétaire est intervenu à chacune des réunions nationales, nous avons multiplié les demandes d'entrevue et, à tout cela, on nous a répondu : écrivez ; nous écrivions et on ne nous répondait jamais !

Il y a plus grave : à l'occasion des discussions nationales sur le problème des élections municipales, comme chaque fois qu'un responsable national écrivait dans la presse au hasard d'interviewés, même dans les bulletins officiels du Parti, dans "Le poing et la rose", dans "L'unité", jamais le nom de notre ville, où il y avait pourtant un litige local n'a été cité. Nous étions donc en état d'infériorité totale vis-à-vis de nos partenaires Communistes qui, dès le premier jour, nous avaient dit : c'est inutile que vous vous démeniez, tout est déjà réglé et à Béziers, la liste sera conduite par un Communiste. Le silence de Paris confirmait cette appréciation.

Parallèlement, le Parti Communiste était appuyé ; Maxime Gremetz, Paul Laurent venaient à Béziers soutenir la position du Parti Communiste. Nous avons demandé à plusieurs responsables nationaux de venir. En vain.

Le Parti Communiste était informé au jour le jour des négociations qui se déroulaient ailleurs. Nous, nous en avons été réduits à trouver dans la presse, qui n'était souvent pas Socialiste, quelques informations.

Le hasard d'une élection municipale et la candidature dans le département de l'Hérault de notre ami Delfau, Secrétaire national à l'information, nous ont permis de lui exposer nos préoccupations. Il n'y a rien eu de changé, et pourtant nous avions l'impression que Paris s'occupait de beaucoup d'autres villes, mais il en oubliait aussi beaucoup.

Jusqu'à fin janvier, les choses ont ainsi continué. Fin janvier, nous avons reçu une lettre, enfin, et je ne résiste pas au plaisir de vous la lire. Elle est un monument d'humour !

Dans cette lettre, on nous disait :

"Nous vous informons que le Bureau exécutif, réuni le 19 Janvier, demande à la section de Béziers, à la fédération de poursuivre les négociations avec nos partenaires du programme commun, en soulignant l'importance, pour l'ensemble de la Gauche, d'une candidature de notre camarade Baillot en tête de liste.

"Toutefois, au cas où les ultimes négociations ne pourraient aboutir, le Bureau exécutif n'envisage pas la possibilité de présenter une liste homogène et - écoutez bien, camarades - autorise la section à participer à une liste conduite par Paul Balmiger" - qui était le candidat député de l'endroit.

Ainsi étions-nous, camarades, autorisés à appliquer les décisions du Parti. Vous mesurerez certainement tout ce que cela peut représenter.

Je n'insiste pas sur les réactions locales. Je n'insiste pas non plus sur le fait qu'avec l'appui du Parti nous avions lancé notre ami Baillot, député de Béziers, dans cette bataille et sur ce qui pouvait en résulter pour lui.

Nous avons repris les négociations, assez difficiles, parce que là encore, le Parti prétendait nous empêcher de revendiquer le poste de premier adjoint.

Heureusement que le Parti Communiste a permis - car si nous l'avions attendu du Parti, nous attendrions encore - que le Parti Socialiste ait le premier adjoint, sur une liste conduite par un Communiste.
Et puis, nous nous sommes battus. Nous nous sommes battus à la fois parce qu'il fallait battre un ministre, il fallait battre un homme que le pouvoir avait introduit dans un gouvernement, sous prétexte de l'ouverture à gauche. Mais nous nous sommes battus aussi avec une fureur accrue contre ceux qui, nous en avions l'impression, par une sorte d'amitié certains diraient "particulière" voulaient, à Béziers, protéger Pierre Brousse.
Nous nous sommes battus et nous avons gagné, après une bataille difficile que nous avons menée dans la loyauté, dans l'unité la plus complète, avec nos partenaires du Parti Communiste et des Radicaux de Gauche.
Ce qu'il y a, aussi, de significatif, c'est qu'au lendemain de l'élection, on me téléphonait de Paris, au nom du Journal "L'unité" pour me demander très longuement ce qui s'était passé à Béziers. Je l'ai raconté. Vous pouvez chercher dans "L'unité" - ce sont les numéros 141 à 145 - le compte rendu de notre bataille, à Béziers, pour tenter de battre un ministre de Giscard d'Estaing.
Cela a été fait avec une discrétion remarquable. A tel point que nous nous interrogeons toujours pour savoir si cela gênait tellement certaines personnes à Paris que Pierre Brousse soit battu à Béziers !
Aujourd'hui encore, au hasard des rencontres avec des responsables nationaux du Parti, et je pourrai citer des noms, je dis bien des responsables du Parti, quand nous les interrogeons ils nous répondent : "Le dossier de Béziers, on n'en a rien connu" !
Alors, camarades, notre amertume est grande. La section de Béziers, si cela lui est donné, si cela lui est possible, votera contre ce rapport particulier relatif aux élections. Mais nous voulons en tirer une leçon. Nous ne voulons pas rester sur cette impression d'amertume. Nous pensons d'abord que lorsque le Parti passera désormais des accords nationaux, il faudra qu'il le fasse de telle manière que nos partenaires ne puissent pas les interpréter à leur guise. (Applaudissements).
Il faudra aussi veiller à cela parce que vous avez certainement été surpris par le nombre de circulaires, par le nombre d'articles que nos dirigeants ont dû faire pour expliquer comment il fallait interpréter ces accords nationaux.
Cela prouve qu'au départ la clarté certainement n'était pas leur qualité dominante !
Et puis peut-être à Paris, dans des moments d'élections, faudra-t-il étoffer le Secrétariat national qui est chargé de suivre ces questions, et qui se limitait quelquefois, je l'ai constaté à deux camarades, parce que les questions sont importantes, elles sont multiples, elles se posent dans tout le pays. Or ce qui s'est passé à Béziers s'est aussi passé ailleurs, je l'ai constaté.
Il faudra que la liaison entre Paris et les fédérations soit plus efficace, et s'il le faut qu'il y ait des responsables par région nommés pour suivre les résultats, et surtout pour suivre les négociations.
Et puis, camarades, je voudrais présenter sur ce rapport d'activité deux autres observations.

La première, qui a toujours un caractère électoral, c'est qu'on a réuni récemment les maires Socialistes des grandes villes. Nous disons, cela est bien, mais il n'y a pas que des maires Socialistes, il y a aussi des élus Socialistes dans des municipalités d'union de la Gauche, et il faudra bien bientôt faire le bilan de la cohabitation avec nos partenaires. Il faudra surtout analyser de quelle manière cela se déroule et en tirer certaines leçons et certaines orientations, surtout à un moment où le Parti Communiste vient de faire connaître son intention de créer une fédération Nationale des élus municipaux Communistes.
Ma deuxième observation aura trait aux Commissions nationales d'étude ou de travail.
Je vaudrais là aussi que lorsqu'on demande à des camarades de s'inscrire dans ces Commissions, on n'oublie pas systématiquement de les associer à leurs travaux. Je voudrais citer là aussi un exemple. On nous a demandé de nous inscrire dans une Commission nationale relative aux problèmes sportifs. Je l'ai fait personnellement en décembre, je n'ai jamais été convoqué, et pourtant tout récemment s'est tenu un colloque relatif aux relations entre les municipalités et le football professionnel, est-ce que dans le Parti Socialiste il appartient à Gaston Defferre, à Pierre Mauroy, au maire de Nantes, au maire de Rennes, de faire connaître la position du Parti sur les relations entre les élus municipaux et le football professionnel ou est-ce que cela regarde tout le Parti ? (Applaudissements)
Est-ce que nous allons continuer à lire les appréciations de camarades, si éminents soient-ils, sur un sujet qui intéresse au moins toutes les villes qui ont aussi une équipe de football professionnelle ?
Je souhaiterais par conséquent que le débat là aussi soit plus large, et surtout plus démocratique.
Voilà, mes chers camarades, les quelques observations que je voulais présenter. J'ai parlé d'amertume tout à l'heure, de l'amertume d'une section importante du département de l'Hérault. Je souhaite que par les réponses qui me seront apportées, et par le résultat de ce Congrès, cette amertume puisse être dissipée.
(Applaudissements)

Le président - Merci, camarade.
Avant de passer la parole à Georges Sutra, au nom de la Commission nationale agricole, je voudrais vous rappeler que la Commission de vérification des mandats se réunit immédiatement salle N°3.
Les fédérations qui ont constaté des anomalies relatives aux mandats sont priées de se présenter devant cette Commission qui les entendra.
Autre communication : le maire de Saint-Jean-de-Loiseau, commune à direction Socialiste de la région de Nantes, et qui est confronté à des difficultés provenant d'une installation éventuelle de centrale nucléaire, organise en liaison avec la fédération de Loire-atlantique un déplacement pour rappeler les positions au Parti sur le registre d'enquête d'utilité publique concernant l'installation d'une centrale nucléaire dans la région. Le départ se fera à 14 heures, et nous vous invitons à venir très nombreux.

Je donne la parole à Georges Sutra.

Georges Sutra

Mes chers camarades, au nom de la Commission agricole du Parti, je suis chargé de vous demander qu'il y ait un additif au budget prévisionnel qui vous est présenté dans le dossier dont on parlait tout à l'heure, le dossier vert, que vous avez sur vos tables.

La Commission nationale agricole fonctionne depuis maintenant quatre ans sans secrétariat et sans budget, c'est-à-dire sans local, sans frais de déplacement pour les militants, sans la moindre chose au Siège du Parti.

Pendant ces quatre ans, nous avons préparé pour le groupe parlementaire le projet de loi de l'Office des vins qui est déposé, un projet de loi sur la terre et les offices fonciers qui est très important, et qui est prêt, les projets sur la viande et l'organisation des fruits et légumes qui étaient très délicats, et sur lesquels nous travaillons encore. Nous avons étudié la fiscalité en agriculture, en contact étroit avec les camarades du groupe Socialiste d'entreprise du ministère des Finances, nous avons le 08 juillet dernier réuni le collectif, sans un seul absent, pour chiffrer le drame de la sécheresse, et l'analyse que nous ont proposée les camarades des régions les plus touchées a été reprise par le Parti et s'est révélée être la plus sérieuse ; elle a été confirmée par les faits.

Nous avons lancé un journal mensuel uniquement avec du dévouement et sans budget, avec l'appui de notre camarade Lagère à Bordeaux, et nous pourrions avec un budget amplifier les possibilités de ce mensuel. Nous pourrions faire plus, mieux et plus vite en tous domaines si le Parti voulait bien doter sa Commission agricole d'un budget minimum de fonctionnement.

Camarades, vous savez à quel point la Droite se crispe quand elle voit le monde rural lui échapper. Elle livrera là dessus, n'en doutons pas, une de ses plus sévères batailles, et à l'heure actuelle n'oublions pas que la région qui a le plus fortement et le plus nettement basculé à Gauche lors des élections municipales, et pour le Parti Socialiste presque exclusivement, est la région qui nous reçoit aujourd'hui, et ce n'est pas par hasard, celle qui compte le pourcentage le plus élevé d'actifs agricoles par rapport à l'ensemble de la nation. La déception du monde agricole devant les promesses et les échecs de la Droite doit nous inciter à agir plus encore dans ce domaine.

Chers camarades, nous sommes parfaitement conscients que tout ne pouvait pas être fait en même temps, nous sommes parfaitement conscients qu'il fallait sans doute attendre jusqu'à aujourd'hui pour pouvoir faire plus et mieux, mais persévérer à maintenir la Commission nationale agricole sans budget, ce serait sûrement une erreur.

Nous espérons que le Congrès de Nantes sera d'accord avec la Commission nationale agricole unanime pour corriger cette erreur et nous permettre de mieux travailler à l'avenir.

(Applaudissements)

Le président - Je te remercie.

La parole est à Guillemin-Frémont, du Puy-de-Dôme.

Guillemin-Frémont

Camarades, le Parti Socialiste est le Parti de la liberté, mais la liberté peut-elle aller sans rigueur ? Je suis de ceux qui ne le pensent pas, car la liberté sans rigueur n'est pas une valeur Socialiste, mais c'est le laisser-faire, le laisser-passer, le laisser-aller, bref le libéralisme bourgeois.

Voter des textes progressistes, c'est bien, les appliquer, c'est mieux.

Or il n'est pas certain que notre Parti, attaché pourtant à la liberté, fasse toujours preuve de la rigueur nécessaire. Je n'en donnerai que trois exemples.

1° Est-il tolérable, alors que l'article 12 des statuts fait obligation aux membres du Parti d'appartenir à une organisation syndicale, alors que le choix est grand entre les divers syndicats - et notre Parti laisse, ce qui est sain, une totale liberté de choix à ses militants, sauf bien entendu, je le suppose, à la C.F.T. qui n'est pas, tout le monde le sait une organisation syndicale mais une association de malfaiteurs ! - est-il tolérable, dis-je, que tant de camarades, et parmi les plus éminents, ne soient pas syndiqués ?

Deuxièmement, est-il tolérable lorsque des camarades présentent une demande de contrôle à l'encontre d'un membre du Parti, que le Bureau du Parti oublie de la transmettre à la Commission des conflits, comme l'article 63 lui en fait obligation, lorsque le camarade en cause est secrétaire général d'une importante confédération syndicale ?

3° Est-il tolérable enfin, et j'en resterai là, qu'il y ait deux poids deux mesures dans le Parti, quand par exemple les camarades de Toulon qui ont eu le front d'appliquer, sans doute par une interprétation abusive, la motion du Parti soient exclus sans délai et sans débat, alors que d'autres qui ont refusé l'union de la Gauche restent dans le Parti quand ils sont par exemple parlementaires ?

(Quelques applaudissements)

Si je souhaite, et beaucoup de camarades avec moi, que plus de rigueur soit appliquée, cela ne veut pas dire que nous approuvons les propositions de certains qui voudraient faire du Parti Socialiste un parti léniniste, car nous savons trop bien que le Léninisme se dégrade vite en Stalinisme et en goulags.

La rigueur n'est pas la dictature, fût-elle celle du prolétariat, et nous ne concevons pas la marche Socialiste sans l'appui enthousiaste de tous les exploités de ce pays.

Nous ne sommes pas de ceux qui admirent le colonel Rossel qui voulait forcer les Communards à faire leur bonheur dans la révolution, et faisait fusiller ceux qui préféraient la vie aux lendemains qui chantent !

Entre Blum, disciple de Jaurès, et Lénine, nous choisissons Blum et Jaurès. Mais comme Jaurès, nous voulons la liberté pour tous et pas seulement pour une aristocratie, fût-elle celle des mandarins politiques et syndicaux.

La liberté totale, oui. L'autogestion, oui. La dictature d'où qu'elle vienne, l'individualisme libéral ou l'anarchie, jamais !

(Applaudissements)

Le président - Merci, camarade.
L'heure avance, et je crois qu'il est souhaitable de suspendre nos travaux. Il me reste deux orateurs inscrits pour cet après-midi, Gaspin René, de l'Ardèche, et Marie-Christine Auduc, de l'Oise et puis bien entendu les réponses des secrétaires nationaux aux interventions que vous avez pu entendre ce matin.
Je vous propose de lever la séance. Nous la reprendrons à 15 heures précises.
La séance de cet après-midi sera présidée par notre camarade Chandernagor.

Coll. Fondation Jean-Jaurès